

Mesdames, Messieurs,

J'ai le plaisir de représenter à la clôture de cette journée le Ministre Alain Joyandet qui comme vous le savez a dû se rendre à Bruxelles cette après-midi pour une audition au Parlement européen. Pour tous les collègues qui ont travaillé avec nous sur l'organisation de cette journée, c'est un grand plaisir de vous voir ici parce que vous représentez le mélange heureux - les ingrédients d'une mayonnaise qui a bien pris et qui va continuer à prendre -, de représentantes et de représentants du terrain, des producteurs, des négociants, des banquiers, des pouvoirs publics, des fonctionnaires onusiens, bilatéraux et européens.

Pour la France, c'est un débat pré-figurateur du partenariat mondial qui a été évoqué ce matin. C'est le type de débat même que nous voulons avoir, c'est à dire avec des gens qui viennent vraiment de tous horizons, de tous secteurs, et qui sont capables de s'associer et d'avoir ensuite une démarche commune. On n'est pas nécessairement d'accord avec tout ce qui est dit, nous avons le droit de débattre sur des questions de libéralisation ou des niveaux de subventions, mais l'essentiel est bien de construire ensemble.

Nous espérons que cet esprit du « Paris 8 décembre » puisse se retrouver à Madrid dès le mois de janvier, et qu'ensuite il puisse se poursuivre dans les différentes instances internationales, dans les instances de la FAO, dans les instances onusiennes, dans les grands dialogues internationaux, et qu'il n'y ait pas captation du débat par la seule grande bureaucratie internationale mais que tous nous puissions en être. Les acteurs du terrain doivent être écoutés !

Je sais que cette journée a eu aussi quelques défauts : pas assez d'interactivité, pas assez de débats, des exposés parfois un peu longs. On a voulu être un peu trop riche. Mais je sais que vous avez échangé, que nous avons échangé dans les couloirs. Les travaux se poursuivront demain en atelier.

Je voudrais conclure en précisant les quatre défis qui sont les nôtres.

Le premier enjeu est de sortir d'une modèle classique de coopération et d'aide. Je ne suis pas certain que le modèle de ce qu'on faisait il y a 20 ou 30 ans en matière d'agriculture, même si on y mettait plus d'argent en part relative, était forcément le bon modèle. Donnait-il vraiment de si bons résultats que cela ? Il y a véritablement besoin d'une réflexion sur la qualité de ce que nous faisons ensemble. J'ai été très frappé par l'intervention du Ministre du Congo qui ce matin demandait des propositions. Est-ce qu'il ne faut pas imaginer de nouvelles structures, de nouveaux modes de pensée ? Est-ce qu'il ne faut pas avoir non seulement un changement d'échelle de l'aide - on est tous favorable à l'idée d'augmenter les ressources de l'APD - mais aussi à un véritable "scaling up" des résultats. Ce sont les termes que vient d'employer avec juste raison le Président Chambas. C'est le premier enjeu : sortir des vieux modèles, voir les choses originales qui existent et notamment être capable de travailler en public-privé. La session sur les systèmes bancaires et financiers, cette après midi, était particulièrement intéressante à cet égard. C'est vraiment essentiel.

Le deuxième enjeu, c'est de bien considérer le développement rural comme une composante à part entière du développement. Je suis toujours réservé sur les pourcentages d'aide ou de budget qu'il faudrait réduire ou augmenter. Il faut voir le développement rural et tout ce que nous faisons en la matière comme une composante du décollage économique et donc une composante du développement plus global. Je suis toujours étonné de voir les spécialistes de

l'éducation, de la santé, du développement rural, du développement urbain, dire « on ne fait pas assez pour mon secteur ». Il est essentiel d'intégrer les différentes composantes de développement sectoriel au service d'un modèle de développement. Le développement économique, ce n'est pas uniquement le développement rural, c'est aussi le développement urbain, le développement industriel. Là où le développement réussit (les success stories asiatiques et mais aussi africaines - Maurice, Tunisie, Mozambique ou en Afrique de l'Est) c'est grâce à un développement intégré et des politiques construites sur la durée, sur le long terme.

Troisième enjeu, très rapidement car il a été très bien exposé, c'est l'enjeu démographique de l'Afrique en 2050. Une observation toutefois : je pense que les enjeux démographiques sont très variables selon les pays. Ceux du Tchad ou du Niger qui vont quadrupler leur population d'ici 2050, ne sont pas ceux de l'Afrique australe. La complémentarité régionale comme le disait le président Chamas à l'instant, est fondamentale. On ne doit pas raisonner dans un système seulement national. La démographie est une question régionale.

Pour finir, un quatrième enjeu est celui simplement de l'engagement de continuité. Il faut que nous refusions les effets de mode. Il faut que ce que nous avons fait cette ne soit pas oublié. Que ce ne soit pas juste une action de 2008 de faire face à la sécurité alimentaire à cause de la crise et des émeutes de la faim, et puis en 2009 on passerait à un autre sujet. Nous devons nous engager dans la durée afin de voir dans le temps, sur les 5, 10, 15, 20 ans qui viennent, les résultats de nos politiques, construites dans le temps et la cohérence.

Je remercie tous ceux qui ont été présents aujourd'hui, pour la qualité de leurs interventions, pour la qualité des débats.

Merci encore